



**ACCÈS À UN SERVICE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS EXPERT
SUR LES ENTREPRISES EN FRANCE du type « START UPS »
ET SUR LEUR TÊTE DE GROUPE FRANÇAISE OU ÉTRANGÈRE**

Lot 2

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

Siège

15 rue des Minimes - CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex
Téléphone : 0820 213 213
Télécopie : +33 (0)1 56 65 86 00

INPI Direct : 0820 210 211
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n° 51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	CONTEXTE.....	3
2	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
3	PRESTATIONS DEMANDEES.....	3
3.1	Couverture des bases de données.....	4
3.2	Prestations techniques	4
3.3	Volumétrie	5
4	MODALITES D'EXECUTION.....	5
4.1	Qualité de service	5
4.2	Statistiques trimestrielles d'utilisation	5
4.3	Support technique	6
4.4	Prestations de formation	6

1 CONTEXTE

L'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), est un établissement public administratif sous tutelle du Ministère de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique. Créé en 1951, ses missions sont définies dans le Code de la propriété intellectuelle.

Il participe activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de la propriété industrielle et de la lutte anti-contrefaçon.

Fort de sa mission de soutien à l'innovation et à la compétitivité des entreprises, l'INPI accueille et informe tous ceux qui sont concernés par la propriété industrielle. Il les assiste tout au long de leurs démarches dans ce domaine, délivre les titres brevets, marques, dessins et modèles et en assure la publication.

Afin de mieux connaître ses clients, l'INPI réalise la catégorisation des déposants et titulaires de titres de PI dans des bases de données internes à vocation statistique.

A partir de cette catégorisation, l'INPI publie différents travaux et études destinées à enrichir la connaissance de l'écosystème de l'innovation. Ces publications sont mises à disposition sur le site inpi.fr, notamment :

- Des palmarès sur les principaux déposants de brevets à l'INPI et des principaux titulaires de brevets en vigueur en France, réalisés sur les groupes consolidés. En fonction de l'actionnariat, chaque filiale est rattachée à une tête de groupe nationale ou internationale.
- Des palmarès au niveau régional, par catégorie de déposants (ETI, PME, Grandes entreprises),
- Des études sectorielles et conjoncturelles sur les entreprises françaises déposantes en catégorisant celles-ci en fonction du chiffre d'affaire, des effectifs et de l'actionnariat.

L'INPI enrichit notamment ses données grâce à l'open data de l'Insee, ce qui permet de catégoriser environ 80% des déposants et titulaires de brevets en France. Au 31 décembre 2024, près de 87 000 personnes morales, comprenant des groupes d'entreprises et des entités indépendantes, sont identifiées comme détentrices de brevets actifs en France.

En complément, l'INPI a besoin d'informations administratives et financières des entreprises en France et de leurs maisons mères pour, d'une part, catégoriser les 20% de déposants manquants, et d'autre part, procéder à des vérifications relatives aux groupes d'entreprises (actionnariat et consolidations).

2 OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet l'accès à une base d'informations juridiques, économiques et financières sur les entreprises agissant en France ainsi que les informations (effectifs et chiffre d'affaires) consolidées des têtes de groupe ultimes françaises ou étrangères.

L'abonnement est annuel, reconductible jusqu'à 3 fois.

3 PRESTATIONS DEMANDEES

3.1 Couverture des bases de données

Pour toutes les **unités légales et les entreprises du type « start up » ayant une activité sur le territoire français**, le titulaire doit permettre l'accès aux bases de données entreprises concernant :

- la dénomination sociale,
- l'information du numéro SIREN et du SIRET de leurs établissements,
- la date de création,
- les effectifs salariés de l'unité légale et de ses établissements,
- le chiffre d'affaires de l'unité légale et de ses établissements,
- le code NACE (nomenclature des activités économiques dans la communauté européenne sur laquelle repose le code NAF) de l'unité légale et de ses établissements,
- la consultation des rapports financiers des entreprises françaises.
- le type d'industrie et du secteur vertical (*Deeptech, Agritech, Biotech, Fintech, etc.*),
- le type d'entreprise et son niveau de croissance (seed, growth, expansion, cotée en bourse),
- le type de financement (VC, private-equity, ...)
- la structure d'origine de la startup (université, laboratoire, entreprise d'origine),
- la localisation,
- la budget de R&D,
- la nombre de salariés,
- l'historique des financement de l'entreprise, en particulier les informations sur les levées de fond (investisseurs, montant des fonds, part de la société en contrepartie, conditions des séries)
- les informations sur la structure du capital (*tableaux de capitalisation des sociétés privées, cycle par cycle*)
- les informations sur les sociétés de capital-risque et capital-investissement (avec les entreprises dans leur portefeuille actif)
- les données financières par région, par unité d'affaires, par secteurs d'activité...
- les différentes méthodes d'évaluation pour les sociétés cotées en bourse (ex : rapport prix/chiffre d'affaires ; rapport valeur/EBITDA ; rapport valeur d'entreprise/chiffre d'affaires ; structure du capital ...)

3.2 Prestations techniques

Le mode d'accès et les fonctionnalités souhaités sont les suivants :

- l'interrogation et la consultation en ligne,
- la recherche selon des critères d'information économique, juridique, d'actionnariat et de localisation des entreprises : dénomination sociale, SIREN / SIRET, actionnaire, bénéficiaire(s) effectif(s), adresse, type d'industrie ou de verticale, type de financement, entreprises au portefeuille d'un investisseur, etc.
- la recherche de listes de SIREN et/ou dénominations sociales simultanés,
- l'import de listes de dénominations sociales et/ou numéros de SIREN/SIRET et/ou d'adresses (au moins égal à 1 000) à rechercher, à partir de plusieurs formats de fichier (.csv, .xls, .doc, .txt),
- le paramétrage de veilles et d'alertes sur des entreprises, suivant plusieurs données,
- les fonctions de téléchargement, d'export, de copie et de sauvegarde des données de tous les champs disponibles, sous différents formats. Les champs d'export peuvent être librement choisis et les formats proposés (.csv, .xls, .txt),
- l'export de volume de données importants (au moins supérieur à 1 000).
- des interfaces en français.

Au moins 2 accès simultanés permettant l'export des données.

3.3 Volumétrie

Le titulaire garantit pour chaque login de recherche :

- un volume illimité de notices consultées,
- un temps de connexion illimité.

Le titulaire s'engage à fournir au moins **deux** accès en consultation illimitée et à permettre au moins 2 000 exports/an (un export contient **l'ensemble des informations** pour une entreprise recherchée).

En outre, le titulaire s'engage à proposer l'achat en cours d'année de crédits supplémentaires si les 2000 exports sont atteints.

Enfin, le titulaire garantit le paramétrage d'un nombre illimité d'alertes pour des veilles spécifiques.

4 MODALITES D'EXECUTION

4.1 Qualité de service

Des engagements stricts sont demandés en termes de qualité de service (accès permanent au site, hors opérations de maintenance), confidentialité des interrogations effectuées, rapidité d'intervention du support technique en cas de problème technique, etc.).

En particulier, le rétablissement de l'accès au site doit être effectué le plus rapidement possible, en cas d'interruption de service, ou de perturbations/ralentissements importants rendant impossible une utilisation normale de la plate-forme, au plus tard 24 heures après avoir été informé de la situation.

Le prestataire informera l'INPI sur les périodes de maintenance de la base.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières précise les modalités de calcul des pénalités dans le cas où les engagements de qualité de service ne seraient pas respectés.

Le prestataire fournit la documentation à jour des fonctionnalités et en fonction des évolutions techniques de la base de données. Cette documentation est transmise au responsable du compte INPI au moment de ces évolutions.

4.2 Statistiques trimestrielles d'utilisation

Le titulaire devra envoyer trimestriellement sous forme électronique les relevés relatifs à l'utilisation du service.

4.3 Support technique

Le titulaire met à disposition son support technique disponible en ligne de 9h à 18h, du lundi au vendredi, ainsi qu'une assistance téléphonique en français.

4.4 Prestations de formation

Le titulaire doit assurer un minimum d'une journée annuelle de formation en français sur site ou en visioconférence (site de l'INPI à Courbevoie ou autres sites de l'INPI ou sur un autre site défini d'un commun accord).

Les formations sont réputées comprendre :

- la formation des stagiaires,
- la mise à disposition du matériel pédagogique et des supports de cours, le cas échéant,
- la mise à disposition de logins pour la formation,
- le rapport de présence,
- les évaluations à chaud des participants,
- tous les frais annexes liés au formateur (déplacements, communications, repas etc..) et qu'aurait à supporter le titulaire dans le cadre des prestations du présent marché.

Des sessions de formations à distance (de type conférence web) pourront également être organisées sur demande de l'INPI.